

Le chaud pour l'Union Européenne que la Hongrie préside... et un froid glacial pour la France. Au cours d'une conférence de presse tenue ce jeudi matin, le premier ministre hongrois Viktor Orbán s'est dit prêt à modifier la loi sur les médias s'il s'avère qu'elle n'est pas en conformité avec les règles de l'Union Européenne... et si d'autres États européens font de même ! La France et son système médiatique en ont pris pour leur grade au passage.

Un jour avant l'arrivée du président de la Commission européenne José-Manuel Barroso à Budapest pour entendre les explications du gouvernement hongrois sur ses mesures controversées, il apparaît que l'imprévisible Viktor Orbán n'est pas prêt à se laisser dicter sa politique intérieure sans réagir. Car s'il s'est dit effectivement prêt à revoir sa copie en cas d'incompatibilité avec le Droit européen, cela ne se fera pas sous la pression des critiques des autres États membres de l'Union, a-t-il fait savoir. Au contraire, si la Hongrie était contrainte d'amender son texte, la Hollande, l'Allemagne et la France, devraient en faire autant, selon lui.

« La Hongrie acceptera toute procédure entamée par l'UE. Mais si ce passage de la loi hongroise sur les médias est amendé, alors les lois sur les médias en France, en Allemagne et aux Pays-Bas devront également être modifiées, puisqu'il n'y a rien dans notre législation qui ne soit dans leurs lois sur les médias », a déclaré Orbán, rapporté par Reuters.

Le chef du gouvernement hongrois a rejeté les critiques des gouvernements allemands et français qu'il a jugé « prématurées ». « *Je ne me souviens pas que la Hongrie ait jamais critiqué la loi française sur les médias* », a dit le premier ministre, selon des propos rapportés par l'AFP. Il a pointé du doigt le fait que, contrairement à la France, la Hongrie ne dispose pas de législation donnant le pouvoir au gouvernement de nommer le président de la chaîne de télévision publique de son pays. « *Je n'ai jamais dit qu'il s'agissait d'une loi anti-démocratique* », a-t-il ajouté. Voilà qui a le mérite d'être clair. M. Wauquiez, ministre français chargé des affaires européennes, qui avait mis en garde contre ce type de posture de défiance de la part du leader hongrois et refusé de « [donner des leçons à la Hongrie](#) » doit rager contre le porte-parole de l'UMP François Baroin, par qui sont tombées [les critiques françaises](#)...